



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme"(Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et de l'Internationale ouvriers révolutionnaires

Supplément à CPS n°29 - 15/09/2007

Pour faire face et stopper l'offensive du gouvernement Sarkozy Fillon, exiger des dirigeants des organisations syndicales (CGT, FO, FSU, Unef) :

Rupture des « concertations » avec le gouvernement et le Medef !

Sarkozy a déclaré le 30 août devant ses commanditaires du Medef: « *le ralentissement économique m'incite à en faire plus* ». « Plus » ? Contre les travailleurs et la jeunesse !

Dans la foulée, la privatisation totale de GDF était accélérée, d'autant que les dirigeants CGT de GDF n'y « opposent » que la demande d'un « *débat sérieux et public* », et ... une pétition.

Puis Fillon et Sarkozy ont mis dans leur collimateur les régimes spéciaux de retraite, Sarkozy osant même qualifier leur existence « *d'indigne* », et ce après avoir fait voter cet été près de 15 milliards d'euros de nouveaux cadeaux en tout genre au patronat et à la grande bourgeoisie.

Les travailleurs ne peuvent être dupes, malgré les prises de position de tous les dirigeants syndicaux ou du PS reconnaissant la soi-disant nécessité d'une « *réforme* » (« *mais sans précipitation* » dit Thibault dans *l'Humanité* du 14

septembre) : la destruction des régimes spéciaux n'aurait pour objectif que de briser le verrou à un allongement généralisé de la durée de cotisation dans les régimes généraux, et ainsi écartier la revendication élémentaire que les patrons et l'Etat payent pour les retraites, directement ou en augmentant significativement les salaires.

Mais c'est sur tous les fronts que Sarkozy et le Medef entendent « *en faire plus* », notamment en attaquant le CDI et le statut des agents de la fonction publique, celui des enseignants. Et c'est pourtant à un rythme étourdissant que depuis leur victoire électorale, Sarkozy et son gouvernement UMP ont enchaîné les contre-réformes.

La conclusion s'impose pour les prolétaires, les jeunes : rien n'est plus urgent que de stopper cette offensive généralisée.

Pour Sarkozy, limiter le droit de grève et privatiser l'université, « ce n'est qu'un début »

« *Ce n'est qu'un début* », a plastronné Sarkozy devant l'université d'été du Medef devant laquelle il effectuait très symboliquement sa rentrée politique. Et pourtant quel bilan !

Cet été, le gouvernement a fait voter le durcissement de la législation pénale, que Sarkozy vient de promettre aux patrons d'alléger en ce qui les concerne, alors qu'Hortefeux va présenter une nouvelle loi renforçant la persécution des travailleurs immigrés qu'il veut expulser par fournées entières.

Les droits de succession, l'ISF ont été quasiment abolis, tandis que les limites à l'allongement de la durée hebdomadaire du travail ont été levées.

La facture doit en être présentée cet automne aux couches populaires : un « *plan de rigueur* » budgétaire sans précédent dans la fonction publique (cf. Mme Lagarde), et l'instauration d'insupportables « *franchises médicales* » - alors que le déficit de la sécu vient d'abord d'un gigantesque détournement de ses fonds au profit des capitalistes.

Deux lois ont une importance essentielle. D'une part, celle sur le service minimum, qui restreint le droit de grève dans les transports, pour commencer, et que pourtant les dirigeants syndicaux n'ont rien trouvé de mieux que de caractériser comme « *inutile* » (le mot est des dirigeants de la Cgt), avant d'organiser en juillet une journée d'action ... sans grève !

D'autre part celui sur l'université, qui « *va tout changer* » (dixit Sarkozy) en livrant l'enseignement supérieur public au patronat, via l'autonomie totale des universités et la destruction du statut des personnels, loi qui aboutira à remettre brutalement en cause le droit aux études de la jeunesse, mais que la direction de l'Unef a pourtant accueillie en se disant « *rassurée* » par ses négociations directes avec Sarkozy!

Mais ces « *réformes* ont comme point commun qu'elles ne pourront s'appliquer si les dirigeants syndicaux ne se font pas les agents de leur application. En effet, des « *négociations* » sont prévues dans chaque entreprise de transport pour passer des accords de « *prévention* » des grèves et d'organisation d'un service minimum les jours de grève, pour y associer les dirigeants CGT ou FO, ou les régions dirigées par le PS.

De même, à l'université, ce sont les conseils d'administration, donc les appareils syndicaux qui y siègent, qui sont chargés de préparer le basculement vers le statut d'autonomie. C'est donc clair : si les dirigeants des fédérations des transports (les élus PS et PCF), si les dirigeants des syndicats du supérieur, de l'Unef, refusent de participer à ces « *négociations* », quittent les conseils d'administration, ces « *réformes* » seraient enrayées, et la voie ouverte pour combattre dans l'unité des organisations syndicales pour leur abrogation.

Pour aller plus loin, Sarkozy a besoin « que les partenaires sociaux jouent le jeu »

Devant le Medef, Sarkozy en a appelé à la « *responsabilité des partenaires sociaux* » : « *être responsable, c'est jouer le jeu* » a-t-il déclaré. Et il a précisé à l'intention de ses amis les patrons que, aussi féroces soient leurs intentions communes, « *à aller trop vite, on risque de tout compromettre* ».

Son gouvernement a donc préparé un programme de « *négociations* » et de « *concertations* » sans précédent, proportionnel à l'ampleur gargantuesque du programme gouvernemental et patronal pour y associer les dirigeants syndicaux, et aussi le PS. Même les dirigeants syndicaux les

plus rompus à ce genre de concertations geignent, à l'instar de Le Duigou de la CGT : « *Le gouvernement n'ouvre une négociation que quand il sait quand elle doit finir et sur quoi elle doit conclure.* ». Qu'on en juge !

- Le Medef et le gouvernement veulent en finir avec le CDI. Sarkozy a repris à son compte la prétendue « séparation à l'amiable », le licenciement express, et le patronat a fait savoir qu'il demandait d'une part le doublement de la période d'essai du CDI, et de l'autre la création de « *contrats de mission* » sortes de CDD ... à durée indéterminée.

Pour y parvenir, alors que déjà Mailly pour FO s'est dit favorable à l'allègement des procédures juridiques en cas de licenciement, des négociations intenses ont débuté entre Medef et syndicats le 7 septembre. Le gouvernement leur a donné jusqu'à la fin de l'année pour trouver un accord, et accompagne de son côté ces négociations par trois grandes « conférences sociales » préparées avec les directions syndicales, les 4, 25 octobre et 12 novembre, au menu desquelles il a inscrit notamment « *le coût du travail* » (!), mais aussi la « *pénibilité* ». Or cette dernière lui sert d'argument fallacieux pour justifier la casse des régimes spéciaux.

- le gouvernement prépare un budget de suppressions de postes d'une ampleur sans précédent dans la fonction publique, y impliquant un « plan de restructuration » drastique, notamment par la fusion des administrations fiscales ou de l'ANPE et de l'Unedic.

Contre le gouvernement et sa politique : front unique des organisations du mouvement ouvrier

Alors que le gouvernement frappe à coups redoublés, le PS est non seulement en crise (ainsi que le PCF), mais accepte de s'associer à la politique du gouvernement en laissant les Rocard, Lang, Vedrine et cie accepter des missions pour le compte de Sarkozy, ou en ayant accepté la présidence de la commission des finances de l'Assemblée nationale. Hollande reprend même le « credo » du « *travailler plus* » (exploiter davantage), le PS ne s'oppose pas à la casse des régimes spéciaux.

Toute la situation politique appelle la création d'un nouveau parti pour mener le combat contre le gouvernement. Or la politique de ce dernier découle des exigences du mode de production capitaliste, menacé aujourd'hui par la crise financière ouverte aux Etats-Unis. Alors que la crise de l'immobilier jette dans ce pays des centaines de milliers de personnes criblées de dettes à la rue, alors que la spéculation financière s'empare des céréales, ce qui annonce de nouvelles famines, la récession frappe à la porte des Etats-Unis et du Japon, avec des conséquences incalculables. L'empilement et l'enchevêtrement extraordinaire de crédits avec lequel jonglent les marchés financiers, conséquence du pourrissement du mode de production capitaliste, menace de s'effondrer, précipitant l'humanité vers de nouvelles catastrophes.

En s'inscrivant dans le cadre du capitalisme, le PS, le PCF, les appareils syndicaux acceptent le principe des « réformes »

Or, pendant même que ce budget sera discuté au parlement, il entend associer les dirigeants syndicaux de la fonction publique à quatre conférences successives sur les « *valeurs et les missions* » de celle-ci! L'objectif, selon le ministre Woerth, est une « *refondation du statut comparable à celle de 1946* », donc sa destruction. Pourtant tous les dirigeants syndicaux s'inscrivent dans la préparation de ces conférences, au lieu de s'engager dans la préparation d'une manifestation centrale, unitaire, de tous les fonctionnaires à l'Assemblée nationale, contre le budget du gouvernement UMP.

- Dans l'enseignement, le statut des professeurs est menacé, avec là aussi comme pour tous les travailleurs, la volonté d'alourdir considérablement leur charge de travail, de renforcer la hiérarchie (par exemple en créant des super-directeurs dans l'enseignement primaire). Pour arriver à ses fins, le gouvernement a mis en place la commission Rocard-Pochard, chargée elle aussi de « concertations » d'ici la fin de l'année avec les directions syndicales de l'enseignement. D'ores et déjà, plusieurs sections syndicales SNES se sont prononcées contre toute participation à ces « concertations ». C'est dans cette voie qu'il faut intervenir partout.

Car c'est clair : l'offensive générale du gouvernement passe par la « concertation » sur tous les fronts avec les dirigeants syndicaux. **Faire face à cette offensive, la stopper, implique donc d'agir pour la rupture immédiate des concertations avec le gouvernement et le Medef.**

Tout ceci rend puissamment service à Sarkozy, à l'UMP, vise à interdire que s'ébauche toute espèce d'alternative au gouvernement de l'UMP et à sa politique dictée par le Medef.

Mais l'intervention des masses peut tout modifier. Il faut pour cela aux travailleurs, à la jeunesse, dicter leurs volontés à leurs organisations, intervenir pour que se constitue un front uni de celles-ci, partis et syndicats, contre la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon, contre ce gouvernement, et donc pour la rupture de toutes les formes d'association des organisations syndicales, du PS et du PCF, à sa politique.

destructrices, et s'inscrivent dans la perspective d'un chômage toujours plus massif, d'une précarité toujours plus grande, d'une vie toujours plus chère.

Revendiquer sérieusement le droit au travail, à la santé, aux études, au logement ou à la culture, exige de rompre avec la loi du profit, de combattre pour porter au pouvoir un gouvernement expropriant les grands groupes industriels et financiers; dénonçant la dette publique, impulsant la production en fonction des besoins des masses. Bref, un gouvernement révolutionnaire, satisfaisant les revendications, brisant la 5^{ème} République, rompant avec l'UE, s'engageant dans la voie qui mène aux Etats-Unis Socialistes d'Europe.

C'est pour cela qu'il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire, et c'est dans l'affrontement avec le gouvernement UMP que pourront mûrir les conditions de sa construction.